

PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST

Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement

Châlons-en-Champagne, le 10 avril 2018

Nos réf. : SAER-PER SC-YM/AE18-10  
Vos réf. : Préfecture52 du 6 mars 2018  
Affaire suivie par : Sandrine CLARISSE et Yves MESLARD  
sandrine.clarisse@developpement-durable.gouv.fr  
yves.meslard@developpement-durable.gouv.fr  
Tél. : 03 51 37 61 55 / 63 - Fax : 03 51 37 60 01

Le Service aménagement, énergies renouvelables  
Pôle énergies renouvelables

au service coordonnateur (UD DREAL Haute-Marne)

**Objet** : contribution dans le cadre de l'instruction d'une demande d'autorisation environnementale

<b>Pétitionnaire</b>	<b>SAS Parc éolien des Hauts Poiriers (WKN France)</b>
<b>Commune - adresse</b>	<b>Foulain-Crenay</b>
<b>Intitulé du projet</b>	<b>Parc éolien des Hauts Poiriers</b>

Suite à la saisine en date du 6 mars 2018, j'ai procédé à l'examen du dossier en ce qui concerne l'autorisation d'exploiter au titre de l'article L.311-1 du code de l'énergie, ainsi que les autres thèmes liés à l'énergie relevant de mon service.

En premier lieu, j'ai bien noté que le pétitionnaire présente un projet composé de 8 éoliennes dont le type n'est à ce jour pas défini, d'une puissance unitaire comprise entre 2 et 3,9 MW (soit au maximum de 31,2 MW pour l'ensemble du parc) et d'une hauteur totale maximale de 170 mètres, ainsi que de 3 postes de livraison.

**1) Autorisation d'exploiter énergie :**

Ce projet d'une puissance maximale inférieure à 50 MW ne nécessite pas une autorisation d'exploiter au titre de l'article L.311-1 du code de l'énergie. Le pétitionnaire ne l'a d'ailleurs pas sollicitée puisque le projet est réputé autorisé.

**2) Autres thèmes « énergie » :**

**2.1 : Eloignement des éoliennes du réseau de transport d'électricité HTB**

Les éléments du dossier n'appellent pas de remarque de ma part dans la mesure où il n'existe pas de lignes de transport d'électricité HTB à proximité des éoliennes projetées.

**2.2 : Réseau électrique interne**

Quelques éléments relatifs au réseau électrique interne sont présentés dans le dossier (pages 67 à 72 de l'étude de dangers). Ils sont donnés à titre indicatif, puisqu'à ce stade ils ne peuvent être considérés comme pérennes.

Lorsque le projet sera techniquement abouti, et aura donc pris en compte le nombre d'éoliennes autorisées et leur puissance définitive, ainsi que le nombre et le positionnement des postes de livraison finalement retenus, le pétitionnaire devra alors se conformer aux dispositions réglementaires applicables à ce type d'ouvrage et notamment celles prévues dans le code de l'énergie.

**2.3 : Réseau électrique externe**

Concernant le réseau « externe », le pétitionnaire évoque des hypothèses de raccordement sur les postes sources de Chaumont, Rolampont et Bassigny, les plus proches.

Je signale que le poste 225/63 kV de Rolampont ne comporte pas d'équipements permettant d'y raccorder des ouvrages à 20 000 volts. Un raccordement du projet, tel que ses installations connexes sont constituées, n'est donc pas plausible sur ce poste.

**2.4 : Schéma régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables (S3REnR)**

Dans l'étude d'impact (page 17), le pétitionnaire évoque le S3REnR de Champagne-Ardenne validé le 28 décembre 2015 par le préfet de région.

Il apparaît, au vu des éléments disponibles aujourd'hui (source « capareseau »), que la puissance du parc éolien projeté, sauf à ce qu'il soit finalement équipé de 8 éoliennes de 2 MW, est supérieure à la capacité restant à affecter sur les postes de Chaumont (16 MW) et de Bassigny (0,5 MW).

En outre, il est à préciser qu'au moment de la définition des modalités de raccordement par Enedis, qui interviendra après l'autorisation du parc éolien, les capacités restant à affecter seront susceptibles d'être inférieures si d'autres installations de production sont entrées dans la file d'attente, ou supérieures si des installations de production sont sorties de la file d'attente ou ne se sont pas concrétisées.

**Conclusion :**

**A) Autorisation d'exploiter au titre de l'article L.311-1 du code de l'énergie**

Le dossier environnemental est jugé régulier en ce qui concerne cette procédure, d'autant plus que le projet n'y est pas soumis. Il n'y a donc pas lieu d'assortir l'autorisation de prescriptions particulières.

**B) Autres thèmes « énergie »**

Le dossier est jugé régulier.

Les éléments conclusifs ci-dessus ne valent que si la consistance du projet actuellement présentée dans le dossier est maintenue lors de l'instruction.

En tout état de cause, dans le cas où le dossier devrait faire l'objet d'une instruction complémentaire dans le cadre de la recevabilité, le SAER de la DREAL devra être consulté sur la base du dossier complété, afin de pouvoir apporter des éléments actualisés sur les capacités réservées dans les postes sources par le S3REnR, dont le suivi -en particulier, la capacité restant à affecter- est assuré à tout instant par le SAER.

L'adjointe au chef du pôle énergies renouvelables,



Corinne HELFER